

4 juin 2005

**À propos de la contribution de SI
au débat « L'UFP doit-elle être anticapitaliste ? »
Il ne suffit pas de dire « Réforme ou révolution »
et vive l'effet du nombre**



Pour SI, « *[t]out projet antinéo-libéral, anticapitaliste ou socialiste est forcé, à terme, à se transformer soit en un social libéralisme à la Blair, soit en un mouvement révolutionnaire.* ». À « long terme », cette affirmation est exacte car le capitalisme est incapable de justice sociale, de démocratie participative et de développement écologique. Au contraire, il carbure à la concentration du capital, au chômage, à la guerre et à la pollution. Cette vérité générale ne nous dispense pas, cependant, d'analyser rigoureusement les dynamiques sociales en cours pour comprendre leur direction.

Or toute analyse exige des concepts. L'émergence du néolibéralisme guerrier combinée à l'effondrement de l'URSS ont donné lieu à l'émergence de nouveaux concepts tels « antinéo-libéralisme » et « anticapitaliste » qui s'ajoutent, sans nécessairement correspondre, aux anciens concepts de « socialisme », « communisme » et « réforme ou révolution ». Il y a là autre chose qu'absence de « *sens concret* », « *éléments de discours* » et « *distinctions subtiles entre différentes nuances de réformisme* ». Se cramponner seulement aux concepts anciens nous rend aveugles aux dynamiques nouvelles.

La contradiction néolibéralisme guerrier versus faillite du socialisme du XX^{ie} siècle a créé une vaste zone entre le socialisme révolutionnaire et le social-libéralisme que ces nouveaux concepts permettent de comprendre. Mon texte « *L'avenir de l'UFP : anticapitaliste ou social-libéral ?* » tente d'utiliser ces nouveaux concepts en combinaison avec les anciens pour comprendre la dynamique latino-américaine, la plus développée mondialement, pour ensuite essayer de l'appliquer au Québec et plus particulièrement à sa gauche politique. Ainsi est-il possible de distinguer théoriquement les orientations des gouvernements brésilien, vénézuélien et cubain. De même, on peut analyser finement la dynamique de l'UFP depuis sa fondation et en déduire une politique pour que l'emporte la dynamique anticapitaliste.

Par contre, la seule utilisation des concepts anciens mène à des conclusions surprenantes pour un courant marxiste-révolutionnaire comme SI. Au Canada, par

exemple, travailler d'une part avec le NPD et d'autre part avec Rebuilding the Left ou NPI quand ces groupes existaient étaient « *deux types de démarche dans l'espoir de créer éventuellement un nouveau parti de masse à gauche du NPD.* » Il faut certes travailler avec le NPD et les organisations politiques à sa gauche mais dans un sens complètement différent. Avec le premier, social-libéral et anti-Québec, on peut « *marcher séparément pour frapper ensemble* » tandis qu'avec les seconds, anticapitalistes, on devait travailler à fusionner en un parti pluraliste antinéo-libéral à dynamique anticapitaliste mais non socialiste-révolutionnaire. Chaque chose en son temps.

Par rapport à l'UFP, on ne peut pas bénir inconditionnellement la fusion UFP/OC parce que « *la fondation d'un parti ayant une base sociale plus vaste et plus diversifiée peut aider au progrès de la gauche à long terme. Comme on le constate toujours lorsqu'on tient des assemblées générales étudiantes ou syndicales ayant un bon taux de participation, la simple force du nombre peut encourager les décisions audacieuses et les propositions radicales.* » C'est là d'abord faire la confusion entre une dynamique de radicalisation dans une conjoncture de mobilisation et un parti à cartes.

C'est ensuite et surtout réduire la réalité entre « réforme et révolution » en se résignant à l'inéluctable réformisme d'un parti de masse et lui opposer le petit groupe socialiste-révolutionnaire qui émergera au grand jour le temps de la révolution venue. De dire SI : « *Tant que nous ne serons pas dans une situation de crise politique et sociale majeure, le courant révolutionnaire restera minoritaire et les réformistes domineront la gauche et les mouvements sociaux tant au Québec qu'au Canada anglais.* » Une telle vision manichéiste et pessimiste conduit à considérer plate-formes et statuts comme des « *réalités abstraites* » qui n'ont rien à voir avec le « *progrès réel* ».

SI, si on se fie seulement à sa contribution au débat, se situe plus à droite que le Conseil exécutif national de l'UFP qui au moins pose la condition de la revendication de l'indépendance pour qu'il y ait fusion même s'il a convaincu le parti d'abandonner sa plate-forme qui contenait maints éléments antinéo-libéraux. De là à dire « *que la simple volonté de créer un parti politique à gauche du PQ porte en elle une dynamique de rupture avec la bureaucratie syndicale et donc avec le réformisme.* » à la seule condition que les révolutionnaires se regroupent, il n'y a qu'un pas que SI franchit. Il ne viendrait pas à l'idée de SI qu'une rupture avec le PQ peut mener tout aussi bien à un autre parti social-libéral qui privilégie la question sociale sur la question nationale comme d'ailleurs la plate-forme abandonnée de l'UFP le laissait entendre. Le peuple québécois aurait alors deux cul-de-sac dans lesquels s'égarer au lieu d'un seul.

Marc Bonhomme. 4 juin 2005